

MARDI 7 FÉVRIER 2012

# LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [International](#) > [Actualités internationales](#) > [Observatoire sur la coopération internationale - Le Canada a une structure de veille des politiques](#)

## Observatoire sur la coopération internationale - Le Canada a une structure de veille des politiques

« Les intervenants du Sud sont ceux qui détiennent l'expertise sur le développement »

4 février 2012 Actualités internationales



Photo : Agence Reuters Pilar Olivares  
Lima, au Pérou. Les pays qui ont remplacé les pays africains à faibles revenus en ce qui concerne l'aide canadienne sont entre autres la Colombie et le Pérou, avec qui le Canada a signé des accords de libre-échange.

Pauvreté endémique, guerres et catastrophes naturelles, par les temps qui courent, le monde a bien besoin des organismes non gouvernementaux. Mais dans toute cette urgence, parmi tant de besoins, heureusement qu'il y a l'Observatoire sur la coopération internationale de l'UQAM qui veille. Entrevue avec son coordonnateur, Gabriel Goyette.

À l'origine, il y a une chaire, la Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement. Fondée en 2006 à l'UQAM, cette Chaire «questionne non seulement l'organisation de l'aide internationale, la chaîne de distribution qu'elle utilise pour transférer ces apports, mais également les modèles, les mesures et les moyens retenus par les organismes internationaux spécialisés en cette matière pour atteindre les objectifs, permettant ainsi de contribuer sur une base durable au développement économique et social des pays concernés», peut-on lire dans un document de présentation.

Quant à lui, le CIRDIS (Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société) et son Observatoire sur la coopération internationale se veulent le prolongement de cette chaire. Toutefois, il est «plus polycentrique avec plus de professeurs impliqués; le CIRDIS est un centre pluriuniversitaire. On a des partenaires à

Concordia, à l'Université de Montréal et d'Ottawa, et à Harvard. Ils sont directement impliqués dans les projets de l'Observatoire. On est également pluridisciplinaires en intégrant des professeurs de sociologie, d'anthropologie et de santé publique», précise Gabriel Goyette.

Le CIRDIS naît de la volonté d'un groupe de chercheurs de doter le Canada d'une structure de veille des politiques en matière de coopération internationale. «Il n'y avait pas de réflexion qui se faisait sur l'évolution des pratiques de développement, et l'on constatait qu'il y avait une demande d'informations de plus en plus importante de la part des différents intervenants sociaux, mais aussi de la part des décideurs, qui font de plus en plus appel aux chercheurs», explique M. Goyette. Donc, il y avait une demande pour une recherche de qualité basée sur la

révision par les pairs et de grande qualité scientifique.

### **Jouer sur les deux tableaux**

Une préoccupation qui guide les chercheurs de l'Observatoire est d'essayer de se mettre en lien avec les milieux d'intervention. Même si le but n'est pas que l'Observatoire devienne un outil au service des ONG, il n'est pas souhaitable non plus d'y pratiquer une recherche qui est uniquement autoréférentielle. Oui, on cherche à avoir de la visibilité dans les revues scientifiques, mais on essaie aussi d'avoir une recherche qui peut être utile pour les acteurs et les décideurs, et donc dans ce contexte-là, on entretient des liens avec différentes coalitions d'ONG.

L'Observatoire est aussi très présent sur le terrain. À son comité consultatif, qui sert à institutionnaliser les rapports avec différents groupes, siège une chercheuse qui est une ancienne directrice d'ONG ici au Canada, mais qui maintenant travaille en Afrique pour une ONG africaine. «Moi, je fais beaucoup de formation dans les ONG. Pour des stagiaires ou pour des groupes de direction, et par le passé, je l'ai même fait pour des conseils d'administration. On réussit comme ça à rester bien au fait de ce qui se passe dans le milieu. Avec les préoccupations actuelles, on essaie de jouer sur les deux tableaux: à la fois scientifique et sur le terrain», ajoute M. Goyette.

Aussi, il est important pour l'Observatoire d'intégrer les chercheurs du Nord et du Sud. Un partenariat de recherche est établi depuis longtemps avec le Sud: leurs travaux sont publiés et diffusés ici, et les chercheurs sont invités dans les conférences et les colloques. On fait entendre des voix du Sud sur le développement. Et comme le constate Gabriel Goyette: «C'est étonnant comme on n'entend pas les intervenants du Sud eux-mêmes, alors que ce sont eux qui détiennent l'expertise sur le développement.»

L'Observatoire s'est aussi donné comme mandat de valoriser les travaux des étudiants des cycles supérieurs du programme de formation en coopération internationale. On demande aux étudiants de faire une analyse des stratégies de certains bailleurs bilatéraux. Tous les ans, les travaux sont rendus disponibles sur le site du CIRDIS et finissent par constituer une banque qui permet de faire le suivi sur les politiques de ces principaux bailleurs. «C'est un outil intéressant, une information qui est à jour même sur les bailleurs un peu moins connus et ceux qui sont arrivés plus récemment, comme la Corée du Sud, pour qui l'on a déjà une analyse de la politique», précise M. Goyette

### **L'état de la coopération internationale**

À l'heure actuelle, on assiste à des transformations importantes dans les pratiques de coopération internationale au Canada, mais ce phénomène apparaît aussi un peu partout dans le monde. «Tous les débats des dernières années sur l'efficacité de l'aide ont mis l'accent sur la gestion axée sur les résultats; on assiste à une certaine technicisation des stratégies de coopération et, en même temps, à l'émergence de nouveaux bailleurs qui viennent changer un peu la donne.» M. Goyette cite l'exemple du Brésil impliqué dans la reconstruction d'Haïti, ainsi que de la Chine très présente en Afrique. De plus, de nouvelles fondations qui disposent de sommes d'argent colossales ont un pouvoir structurel accru. Ce sont les nouveaux acteurs de la coopération internationale, le privé aux côtés des instances gouvernementales.

«On a vu que les baisses principales de l'aide au développement sont venues avec les années 90 et l'effondrement de l'URSS, car à ce moment, l'aide qui pendant longtemps avait été un instrument géostratégique perdait de son utilité. Mais l'offre a commencé à remonter dans le courant des dix dernières années, et ce, de manière assez constante. Avec la crise, on peut s'attendre à une stagnation ou même à un certain recul», déplore Gabriel Goyette.

## Aider moins, aider mieux ?

Depuis quelque temps, le gouvernement du Canada a choisi d'orienter son aide vers les pays de l'Amérique latine. Selon sa stratégie, ce choix s'explique par le fait que dans ces pays, les conditions institutionnelles sont fortes, l'État, robuste. Ici, l'aide canadienne est susceptible d'avoir davantage d'impact que lorsqu'on investit dans des pays à très faibles revenus et où les conditions institutionnelles ne sont pas nécessairement propices au développement; à ce moment-là, l'aide serait davantage détournée à cause de la corruption.

Toutefois, on peut se questionner sur certaines décisions qui auraient été prises selon des considérations d'ordre plus politique que d'efficacité: «Les pays qui ont remplacé les pays africains à faibles revenus sont entre autres la Colombie et le Pérou, avec qui le Canada a signé des accords de libre-échange quelques mois avant qu'ils ne deviennent des pays de concentration. On a vu apparaître, sur cette même liste des pays de concentration, le Pakistan. Ce choix relève d'une priorité de politique étrangère bien davantage que d'une préoccupation d'efficacité de l'aide, explique Gabriel Goyette. Par ailleurs, ça ne veut pas dire que le Pakistan ou les Colombiens n'ont pas besoin légitimement de l'aide canadienne. La question est: pourquoi le Canada prend-il ces décisions et au nom de quoi?»

Au cours des derniers mois, les recherches de Gabriel Goyette ont porté sur l'évolution des politiques d'aide canadienne: «On a vu des changements assez importants dans les mécanismes de fourniture de l'aide, un recours accru aux appels d'offres dans le financement des organisations. On travaille aussi sur la question de la responsabilité sociale des entreprises: on semble voir en ce moment certains contrats accordés à des ONG canadiennes pour gérer les rapports entre les communautés affectées par les projets d'extraction minière des entreprises. C'est un nouveau modèle que semble adopter le Canada, modèle qui pose un certain nombre de questions. On va voir ça de plus près au cours des mois qui s'en viennent.»

\*\*\*

### Collaboratrice du Devoir

Canada (Pays), coopération internationale, Université du Québec à Montréal (UQAM), coopération février 2012

Haut de la page

